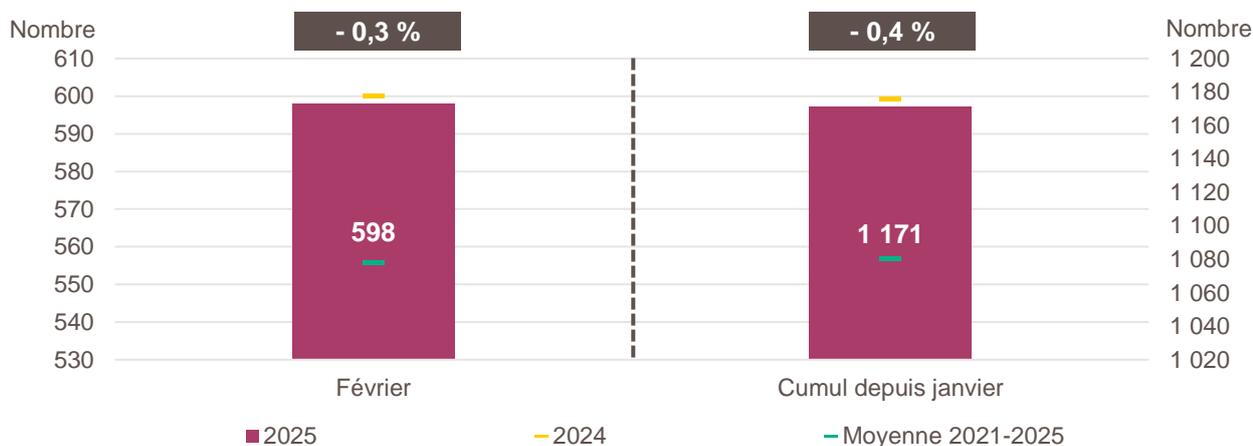


Création d'entreprise en Corse en février 2025 et cumul depuis le début de l'année



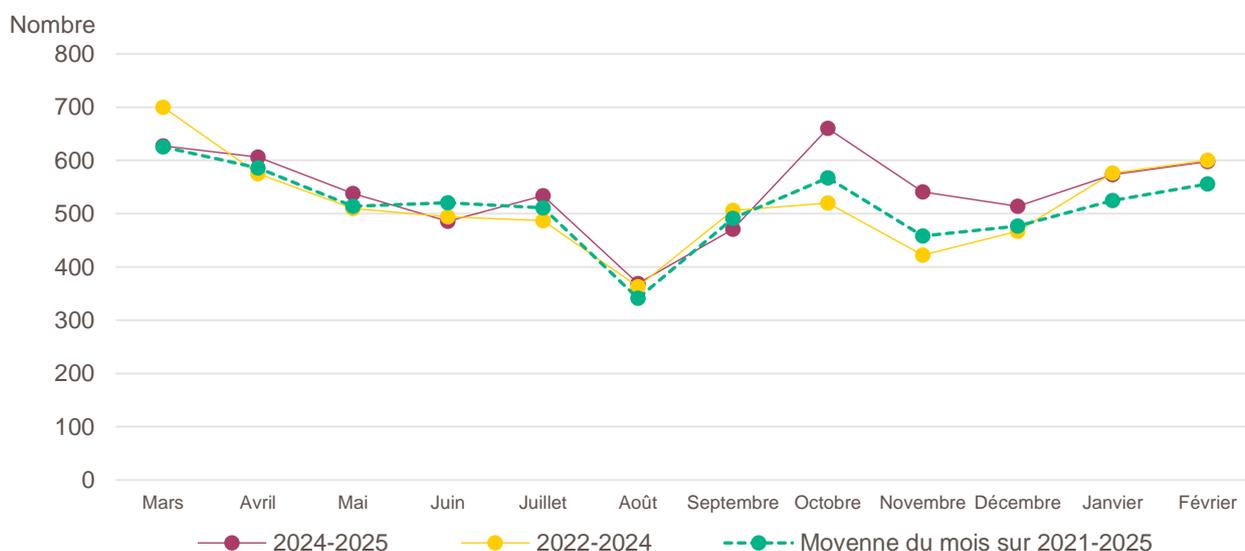
Lecture de la partie gauche : en février 2025, 598 entreprises ont été créées en Corse, soit - 0,3 % par rapport aux 600 de février 2024 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises est de 556 pour le mois de février des cinq dernières années (marque verte).

Lecture de la partie droite : le nombre cumulé de créations depuis le début de l'année 2025 s'élève à 1 171, soit - 0,4 % par rapport aux 1 176 de janvier à février 2024 (marque jaune). Le nombre moyen de créations d'entreprises entre janvier et février des cinq dernières années est de 1 080 (marque verte).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Évolution de la création d'entreprise en Corse sur douze mois glissants



Lecture : en mars 2022, 700 entreprises ont été créées en Corse et 625 en moyenne pour les mois de mars des cinq dernières années.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon le secteur d'activité

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2024-2025 %	Évolution janvier à février 2024-2025 %
Activités secondaires	138	77,5	+ 7,0	+ 6,0
Industrie	39	79,5	+ 0,0	+ 0,0
Construction	99	76,8	+ 10,0	+ 9,0
Activités de type commerce	155	55,5	- 3,1	- 2,8
Commerce de détail	48	52,1	+ 2,1	- 15,6
Commerce de gros	8	62,5	- 33,3	- 25,0
Commerce de bouche ^a	2	50,0	---	+ 33,3
Commerce et réparation automobiles	12	66,7	- 25,0	- 20,6
Hébergement	15	20,0	+ 15,4	- 4,2
Restauration	28	39,3	+ 21,7	+ 22,7
Services en direction des personnes	42	78,6	- 14,3	+ 9,1
Activités de type services	305	64,9	- 1,9	- 1,8
Immobilier	24	33,3	- 22,6	- 8,7
Transports et entreposage	34	94,1	+ 161,5	+ 75,0
Activités scientifiques et techniques	57	71,9	- 20,8	- 10,9
Activités de soutien aux entreprises	96	74,0	- 5,9	- 6,6
Information et communication	18	77,8	+ 12,5	+ 11,1
Enseignement	21	76,2	+ 40,0	- 14,3
Arts, spectacles et activités récréatives	17	52,9	- 15,0	- 22,9
Santé humaine et action sociale ^b	19	31,6	- 17,4	+ 13,0
Activités financières et d'assurance	19	5,3	+ 0,0	+ 5,4
<i>Activités des sociétés holding</i>	4	0,0	- 33,3	- 33,3
Total Corse	598	65,4	- 0,3	- 0,4

a. Ce regroupement de secteurs, composé par l'OCE, comprend les activités de charcuterie (10.13B), la cuisson de produits de boulangerie (10.71B), les boulangeries et boulangeries-pâtisseries (10.71C), ainsi que les pâtisseries (10.71D). Dans la nomenclature d'activité française NAF rév.2, ces activités appartiennent au secteur de l'industrie manufacturière alimentaire.

b. Dans ce secteur regroupé de la NAF rév.2, le nombre de créations d'entreprises relevant de l'action sociale est très faible.

Lecture : en février 2025, 39 entreprises ont été créées en Corse dans l'industrie (dont 79,5 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 0 % par rapport à février 2024 et un nombre cumulé sur janvier-février 2025 en baisse de - 0 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2024.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

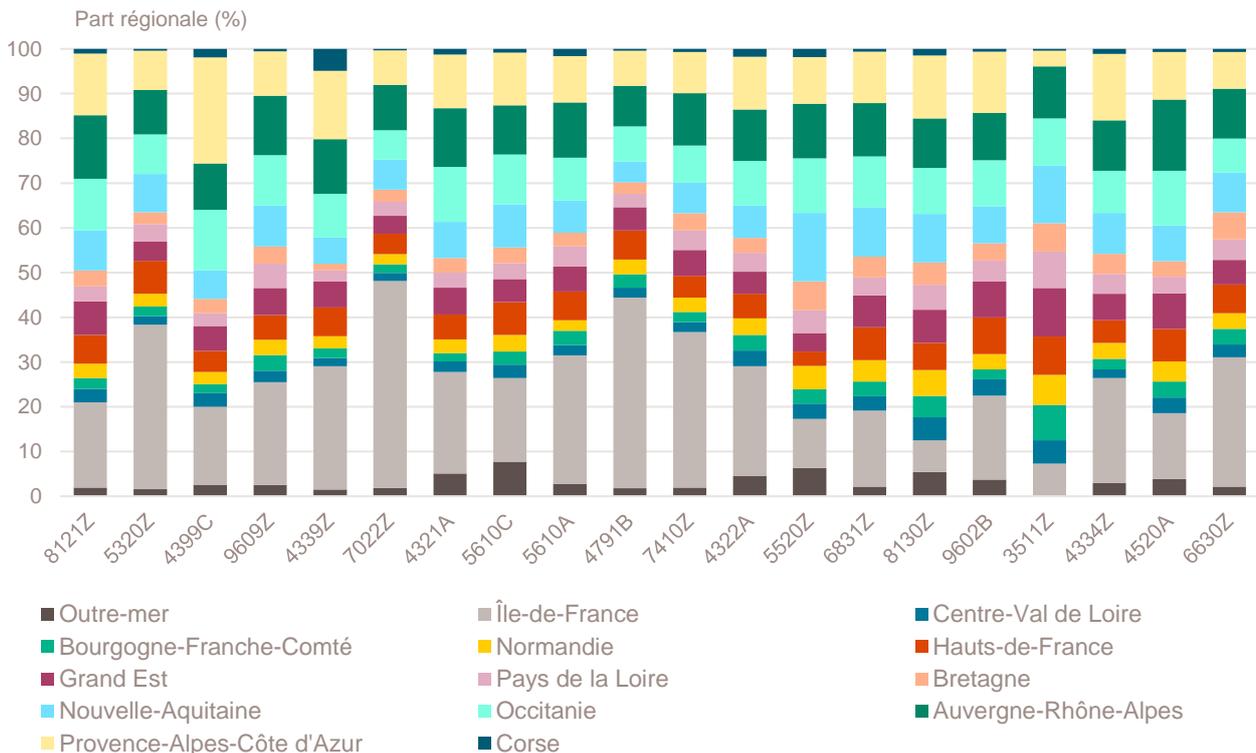
Top 20 des activités en nombre de créations d'entreprises en Corse

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2024-2025 %
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	43	88,4	- 21,8
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	27	100,0	+ 440,0
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	21	76,2	- 12,5
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	19	84,2	- 5,0
4339Z-Autres travaux de finition	16	87,5	+ 128,6
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	16	81,3	- 38,5
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	14	71,4	+ 27,3
5610C-Restauration de type rapide	13	46,2	- 7,1
5610A-Restauration traditionnelle	12	33,3	+ 140,0
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	11	100,0	+ 57,1
7410Z-Activités spécialisées de design	11	90,9	+ 83,3
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	10	60,0	- 9,1
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	10	30,0	+ 11,1
6831Z-Agences immobilières	10	80,0	- 52,4
8130Z-Services d'aménagement paysager	9	44,4	+ 28,6
9602B-Soins de beauté	9	88,9	- 40,0
3511Z-Production d'électricité	8	62,5	+ 300,0
4334Z-Travaux de peinture et vitrerie	8	100,0	+ 100,0
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	8	75,0	- 33,3
6630Z-Gestion de fonds	8	0,0	- 20,0

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 20, février 2025



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 18 des activités en termes de croissance du nombre de créations d'entreprises

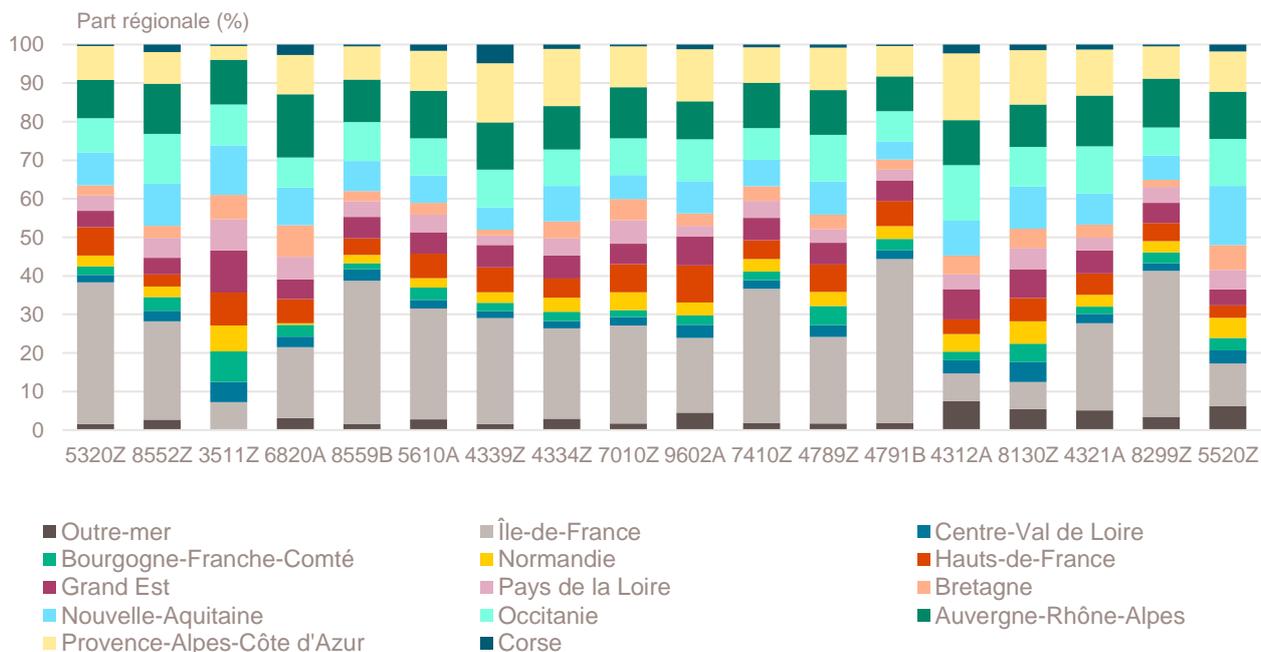
Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2024-2025 %
5320Z-Autres activités de poste et de courrier	27	100,0	+ 440,0
8552Z-Enseignement culturel	5	80,0	+ 400,0
3511Z-Production d'électricité	8	62,5	+ 300,0
6820A-Location de logements	7	0,0	+ 250,0
8559B-Autres enseignements	7	71,4	+ 250,0
5610A-Restauration traditionnelle	12	33,3	+ 140,0
4339Z-Autres travaux de finition	16	87,5	+ 128,6
4334Z-Travaux de peinture et vitrerie	8	100,0	+ 100,0
7010Z-Activités des sièges sociaux	6	0,0	+ 100,0
9602A-Coiffure	8	50,0	+ 100,0
7410Z-Activités spécialisées de design	11	90,9	+ 83,3
4789Z-Autres commerces de détail sur éventaires et marchés	5	80,0	+ 66,7
4791B-Vente à distance sur catalogue spécialisé	11	100,0	+ 57,1
4312A-Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	6	66,7	+ 50,0
8130Z-Services d'aménagement paysager	9	44,4	+ 28,6
4321A-Travaux d'installation électrique dans tous locaux	14	71,4	+ 27,3
8299Z-Autres activités de soutien aux entreprises n.c.a.	6	83,3	+ 20,0
5520Z-Hébergement touristique et autre hébergement de courte durée	10	30,0	+ 11,1

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 18, février 2025



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Top 13 des activités en termes de décroissance du nombre de créations d'entreprises

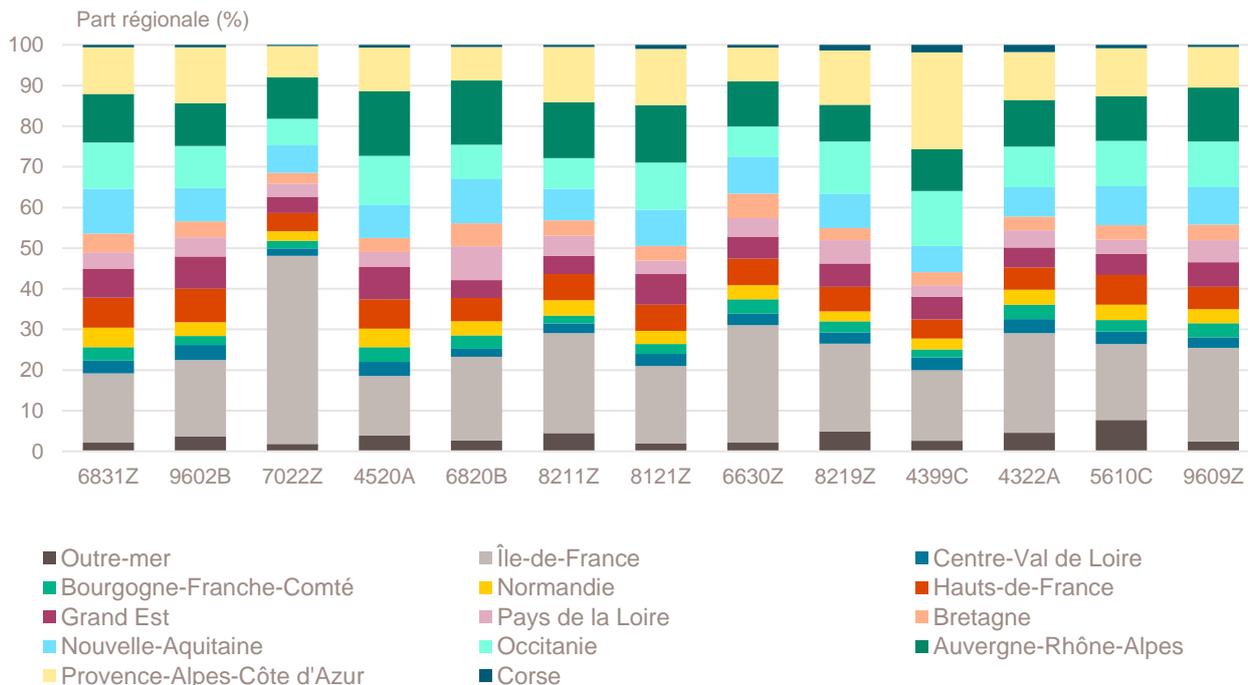
Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2024-2025 %
6831Z-Agences immobilières	10	80,0	- 52,4
9602B-Soins de beauté	9	88,9	- 40,0
7022Z-Conseil pour les affaires et autres conseils de gestion	16	81,3	- 38,5
4520A-Entretien et réparation de véhicules automobiles légers	8	75,0	- 33,3
6820B-Location de terrains et d'autres biens immobiliers	5	0,0	- 28,6
8211Z-Services administratifs combinés de bureau	7	57,1	- 22,2
8121Z-Nettoyage courant des bâtiments	43	88,4	- 21,8
6630Z-Gestion de fonds	8	0,0	- 20,0
8219Z-Photocopie, prépa. de documents et autres activités de soutien de bureau	5	100,0	- 16,7
4399C-Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	21	76,2	- 12,5
4322A-Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	10	60,0	- 9,1
5610C-Restauration de type rapide	13	46,2	- 7,1
9609Z-Autres services personnels n.c.a.	19	84,2	- 5,0

Note de lecture : de nombreuses activités comptant très peu de créations, l'évolution de leur nombre dans le temps peut être très forte. Afin d'éviter ce biais, seules sont prises en compte les activités qui comptent un nombre de créations supérieur au troisième quartile du mois analysé (à savoir les secteurs avec plus de 4 créations d'entreprises en Corse).

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Répartition régionale des activités de ce Top 13, février 2025



Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon la nature juridique

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution février 2024-2025 %	Évolution janvier à février 2024-2025 %
Entreprises individuelles	444	74,2	+ 0,2	- 1,8
Micro-entrepreneurs	391	65,4	+ 0,0	- 1,5
Entreprises individuelles classiques	53	8,9	+ 1,9	- 3,9
Sociétés	154	25,8	- 1,9	+ 3,9
SARL & EURL	33	5,5	+ 22,2	+ 16,4
SAS & SASU	110	18,4	+ 0,9	+ 6,1
SCI	0	0,0	- 100,0	+ 0,0
Autres ^a	11	1,8	- 45,0	- 33,3
Total Corse	598	100,0	- 0,3	- 0,4

a. Dont associations, fondations, collectivités territoriales, organismes professionnels, syndicats de propriétaires, etc.

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Source : Insee (Sirene). Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse selon leur implantation rurale ou urbaine

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution février 2024-2025 %	Évolution janvier à février 2024-2025 %
Rurale éloignée très peu dense	39	6,5	+ 0,0	+ 10,3
Rurale éloignée peu dense	99	16,6	+ 7,6	+ 6,3
Rurale périphérique très peu dense	28	4,7	+ 40,0	+ 4,9
Rurale périphérique peu dense	55	9,2	+ 7,8	- 15,2
Bourg	125	20,9	- 9,4	+ 0,4
Petite ville	0	0,0	---	---
Urbaine périphérique peu dense	55	9,2	+ 22,2	+ 1,0
Urbaine dense	197	32,9	- 8,4	- 1,9
Urbaine très dense	0	0,0	---	---
Total Corse	598	100,0	- 0,3	- 0,4

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), MENJ-DEPP. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en Corse dans les territoires aidés

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part dans le total %	Évolution février 2024-2025 %	Évolution janvier à février 2024-2025 %
Zones de revitalisation rurale (ZRR)	318	53,2	+ 3,9	+ 3,6
Zones d'aide à finalité régionale (AFR)	598	100,0	- 0,3	- 0,4
Petites villes de demain (PVD)	110	18,4	- 9,1	- 0,4
Actions cœur de ville (ACV)	148	24,7	- 5,7	- 3,2
Territoires d'industrie (TI)	248	41,5	- 8,5	- 4,2

Note de lecture : de par leur implantation, certaines entreprises créées ne relèvent pas que d'un seul type de territoire aidé.

La somme des créations dans tous les territoires aidés n'est donc pas indiquée ici

Champ : Corse, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Création d'entreprise en France selon la région et le département d'implantation

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2024-2025 %	Évolution janvier à février 2024-2025 %
Auvergne-Rhône-Alpes	10 954	65,7	- 5,4	- 4,0
01 - Ain	714	66,1	- 9,5	- 1,0
03 - Allier	300	61,3	- 5,1	- 4,3
07 - Ardèche	389	66,1	- 6,0	- 8,1
15 - Cantal	101	48,5	- 16,5	- 10,3
26 - Drôme	671	68,7	+ 1,4	- 1,8
38 - Isère	1 798	68,0	- 1,6	- 5,1
42 - Loire	895	66,7	- 8,8	- 0,8
43 - Haute-Loire	206	60,7	- 13,8	- 5,0
63 - Puy-de-Dôme	667	62,5	- 8,0	- 2,7
69 - Rhône	3 304	65,0	- 5,5	- 4,2
73 - Savoie	667	64,3	+ 2,8	+ 1,1
74 - Haute-Savoie	1 242	67,2	- 8,5	- 8,6
Bourgogne-Franche-Comté	2 682	65,0	- 4,9	- 3,6
21 - Côte-d'Or	624	67,0	+ 6,8	+ 0,6
25 - Doubs	536	66,4	- 2,2	- 2,4
39 - Jura	197	57,4	- 15,5	- 10,1
58 - Nièvre	184	59,2	+ 3,4	- 2,6
70 - Haute-Saône	179	66,5	- 4,8	+ 1,5
71 - Saône-et-Loire	508	64,8	- 8,3	- 5,6
89 - Yonne	307	66,4	- 20,9	- 13,8
90 - Territoire-de-Belfort	147	64,6	+ 0,7	+ 13,3
Bretagne	3 464	61,0	- 9,0	- 5,7
22 - Côtes-d'Armor	563	55,6	- 6,3	- 7,0
29 - Finistère	893	59,8	- 3,8	- 4,5
35 - Ille-et-Vilaine	1 267	62,7	- 5,4	- 3,6
56 - Morbihan	741	63,7	- 21,0	- 9,5
Centre-Val de Loire	2 490	65,3	- 10,0	+ 0,6
18 - Cher	253	66,0	- 7,3	+ 5,7
28 - Eure-et-Loir	441	61,2	- 3,1	+ 4,0
36 - Indre	173	54,3	- 13,1	- 6,4
37 - Indre-et-Loire	633	65,6	- 15,0	- 2,4
41 - Loir-et-Cher	303	67,3	+ 4,8	+ 3,0
45 - Loiret	687	69,1	- 14,8	+ 0,7
Corse	598	65,4	- 0,3	- 0,4
2A - Corse-du-Sud	327	70,6	+ 2,8	- 3,4
2B - Haute-corse	271	59,0	- 3,9	+ 3,2
Grand Est	5 466	66,0	- 13,0	- 9,0
08 - Ardennes	197	61,9	- 12,8	- 11,3
10 - Aube	273	70,7	- 11,9	- 12,4
51 - Marne	638	69,6	- 18,3	- 15,2
52 - Haute-Marne	141	60,3	- 6,0	+ 0,0
54 - Meurthe-et-Moselle	724	74,7	- 7,7	- 10,8
55 - Meuse	128	66,4	- 7,2	- 5,0
57 - Moselle	964	69,6	- 17,3	- 5,1
67 - Bas-Rhin	1 245	56,3	- 20,7	- 14,1
68 - Haut-Rhin	786	66,9	- 3,4	- 6,0
88 - Vosges	370	64,9	+ 7,2	+ 9,9

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2024-2025 %	Évolution janvier à février 2024-2025 %
Hauts-de-France	5 763	66,3	- 6,2	- 0,2
02 - Aisne	471	66,0	+ 10,6	+ 3,1
59 - Nord	2 752	66,1	- 8,4	+ 3,2
60 - Oise	901	65,7	+ 0,9	- 2,9
62 - Pas-de-Calais	1 092	67,4	- 16,0	- 7,7
80 - Somme	547	65,8	+ 6,0	+ 0,2
Île-de-France	27 368	60,7	+ 0,0	- 0,6
75 - Paris	9 655	50,8	+ 9,5	+ 9,1
77 - Seine-et-Marne	2 141	68,8	+ 2,5	- 5,1
78 - Yvelines	2 163	67,6	- 5,3	- 5,5
91 - Essonne	1 949	69,0	- 7,9	- 7,1
92 - Hauts-de-Seine	3 233	60,6	- 3,4	- 6,0
93 - Seine-Saint-Denis	3 442	66,4	- 13,3	- 8,6
94 - Val-de-Marne	2 600	67,0	- 7,6	- 2,8
95 - Val-d'Oise	2 185	65,7	+ 13,7	+ 1,9
Normandie	3 180	64,7	- 5,0	- 0,9
14 - Calvados	739	64,1	- 10,4	+ 0,3
27 - Eure	677	65,9	+ 18,4	+ 13,2
50 - Manche	415	58,8	- 8,4	- 1,3
61 - Orne	230	64,3	- 14,8	- 10,7
76 - Seine-Maritime	1 119	66,7	- 8,9	- 6,1
Nouvelle-Aquitaine	7 412	66,8	- 9,3	- 1,9
16 - Charente	298	63,8	- 14,6	- 1,9
17 - Charente-Maritime	808	61,0	- 9,4	- 7,3
19 - Corrèze	231	64,5	- 8,3	- 1,6
23 - Creuse	95	57,9	- 12,8	- 12,0
24 - Dordogne	386	64,2	- 16,8	- 4,8
33 - Gironde	2 814	71,1	- 6,6	- 0,7
40 - Landes	503	67,6	- 26,7	- 14,1
47 - Lot-et-Garonne	335	67,8	- 6,7	- 4,7
64 - Pyrénées-Atlantiques	856	65,3	- 6,6	+ 1,9
79 - Deux-Sèvres	317	59,3	- 2,2	+ 14,2
86 - Vienne	436	67,2	+ 1,9	+ 8,7
87 - Haute-Vienne	333	62,5	- 11,9	- 4,0
Occitanie	8 838	67,7	- 1,5	+ 1,6
09 - Ariège	174	71,8	- 13,9	- 9,8
11 - Aude	448	72,3	- 17,0	- 3,9
12 - Aveyron	259	58,7	- 10,1	+ 7,2
30 - Gard	1 032	68,5	- 15,8	- 5,5
31 - Haute-Garonne	2 375	68,5	+ 5,6	+ 3,9
32 - Gers	164	65,2	- 24,4	- 14,1
34 - Hérault	2 348	66,4	+ 8,8	+ 11,8
46 - Lot	190	66,3	- 9,1	+ 1,5
48 - Lozère	59	61,0	- 19,2	- 26,3
65 - Hautes-Pyrénées	277	67,9	- 5,8	- 0,5
66 - Pyrénées-Orientales	787	68,7	+ 2,6	- 5,7
81 - Tarn	423	67,1	- 5,8	- 5,3
82 - Tarn-et-Garonne	302	67,9	- 0,7	+ 1,5

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Février 2025	Nombre de créations d'entreprises	Part des micro-entrepreneurs %	Évolution février 2024-2025 %	Évolution janvier à février 2024-2025 %
Pays de la Loire	4 073	62,8	- 7,5	- 6,9
44 - Loire-Atlantique	1 769	63,3	- 9,8	- 7,0
49 - Maine-et-Loire	828	62,2	- 7,4	- 5,8
53 - Mayenne	315	67,0	+ 31,8	+ 9,0
72 - Sarthe	453	62,9	- 13,9	- 16,4
85 - Vendée	708	60,5	- 9,2	- 6,6
Provence-Alpes-Côte d'Azur	9 424	66,3	- 6,5	- 1,8
04 - Alpes-de-Haute-Provence	203	62,1	- 12,5	- 0,9
05 - Hautes-Alpes	178	66,3	- 18,7	- 19,4
06 - Alpes-Maritimes	2 545	68,2	- 0,6	- 0,7
13 - Bouches-du-Rhône	3 682	63,6	- 6,6	+ 0,9
83 - Var	1 858	67,8	- 12,2	- 4,6
84 - Vaucluse	958	69,6	- 4,8	- 5,9
France métrop. hors Île-de-France	64 344	65,7	- 6,7	- 2,7
France métropolitaine	91 712	64,2	- 4,8	- 2,1
France d'outre-mer	3 287	47,5	+ 25,8	+ 5,1
971 - Guadeloupe	702	60,1	+ 20,4	+ 11,5
972 - Martinique	1 058	22,5	+ 80,9	- 0,7
973 - Guyane	303	48,8	+ 19,3	+ 3,9
974 - La Réunion	1 063	64,8	- 4,0	+ 6,9
976 - Mayotte	161	40,4	+ 94,0	- 3,4
France entière	94 999	63,6	- 4,0	- 1,9

Lecture : en février 2025, 4 073 entreprises ont été créées en Pays de la Loire (dont 62,8 % de micro-entrepreneurs), un nombre en baisse de - 7,5 % par rapport à février 2024. Le nombre cumulé de créations dans la région sur janvier-février 2025 a baissé de - 6,9 % par rapport au cumul des créations d'entreprises sur la même période de 2024.

Note de lecture : les données détaillées pour chaque région française (hors Mayotte) sont disponibles dans la collection « Fiche statistique mensuelle régionale ».

Champ : France entière, unités légales productives et marchandes, exerçant une activité non agricole (données brutes).

Sources : Insee (Sirene, COG), ANCT. Traitements Observatoire de la création d'entreprise.

Méthodologie

Pour réaliser ce document, l'Observatoire de la création (OCE) de Bpifrance Création se sert des informations statistiques brutes (non corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrés) du système d'information de la démographie des entreprises (SIDE) de la base de données Sirene, des fichiers du Code officiel géographique (COG), tous deux mis à disposition par l'Insee, ainsi que de bases complémentaires pour les données communales ; la base de l'ANCT pour les territoires aidés et la base de la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère chargé de l'éducation nationale pour la typologie de communes.

➔ [Pour les données corrigées, voir le site de l'Insee.](#)

Après une première publication des chiffres mensuels (données provisoires), l'Insee procède à une première révision le mois suivant (données semi-définitives), puis à une seconde un mois après pour arrêter les chiffres (données définitives). Seules les données antérieures à deux mois sont donc définitives. Les travaux de l'OCE intégrant au fur et à mesure ces révisions, les données peuvent alors être différentes d'une publication à l'autre pour les trois mois les plus récents.

Les résultats statistiques présentés portent, à compter de 2022, sur l'ensemble des unités légales productives et marchandes, exerçant une activité économique réelle dans l'industrie, la construction, le commerce ou les services. Sauf mention particulière, ils concernent la Corse.

➔ [Pour en savoir plus sur le dispositif rénové de calcul des créations, voir le site de l'Insee.](#)

Calculs

Sur les 732 secteurs d'activité répertoriés dans la nomenclature d'activités française (NAF), la plupart comptent peu ou prou de créations d'entreprises dans chaque territoire. Pour éviter que ces secteurs ne biaisent les calculs, seuls sont pris en compte ceux qui comptent un nombre de créations d'entreprises supérieur au 3^e quartile du mois analysé.

Définitions

La définition des **créations d'entreprises** s'appuie sur les concepts harmonisés au niveau européen. Elles correspondent aux nouvelles immatriculations dans le répertoire REE, qui enregistrent un début d'activité relevant de l'un des cas suivants : création de nouveaux moyens de production ; redémarrage d'une activité après une interruption de plus d'un an ; redémarrage d'une activité après une interruption de moins d'un an, mais avec changement d'activité ; reprise, par une entreprise nouvelle, des activités d'une autre entreprise s'il n'y a pas continuité entre la situation du cédant et celle du repreneur, en termes d'activité et de localisation.

Pour les **micro-entrepreneurs** (ex-auto-entrepreneurs), les créations ne sont pas dénombrées selon le concept européen. Il y a bien immatriculation dans le répertoire Sirene, mais sans savoir s'il y aura ou pas un début d'activité. Sont définis comme micro-entrepreneurs, tous les entrepreneurs individuels inscrits sous le régime fiscal de la micro-entreprise et soumis au régime micro-social simplifié.

➔ [Pour en savoir plus, voir le site de Bpifrance Création.](#)

Les **zones de revitalisation rurale** (ZRR) regroupent les communes peu densément peuplées et caractérisées comme fragiles pour des raisons socio-économiques, permettant aux entreprises qui y sont installées de bénéficier d'aides fiscales. Les **zones d'aide à finalité régionale** (AFR) correspondent aux territoires de l'Union européenne présentant des retards de développement, dans lesquelles l'État et les collectivités locales ont pu allouer, entre 2014 et 2020, des aides aux entreprises pour encourager les investissements et la création durable d'emplois. Le programme **Petites villes de demain** (PVD) permet aux villes de moins de 20 000 habitants sélectionnées, de bénéficier d'un soutien de l'État et de ses partenaires pour élaborer et mettre en œuvre leurs projets de revitalisation. Le programme **Action cœur de ville** (ACV) vise à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement, du commerce et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville, afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes. Lancé en 2018, le programme **Territoires d'industrie** vise à apporter, dans et par les territoires, des réponses concrètes aux enjeux de soutien à l'industrie.

Une **typologie des communes en neuf catégories** a été établie par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère en charge de l'Éducation nationale pour décrire le système éducatif. Cette caractérisation du territoire, basée sur un croisement d'approches morphologique et fonctionnelle, permet de distinguer plusieurs types de communes rurales et urbaines. Elle a l'avantage d'être plus précise que l'approche par grille de densité, jusqu'ici utilisée, surtout pour décrire les zones rurales.

Bpifrance Création – Observatoire de la création d'entreprise (OCE)

27-31, avenue du Général Leclerc, 94700 Maisons-Alfort

Publication 100 % numérique mise en ligne le 18/03/2025.

Toute reproduction partielle ou totale à usage collectif de la présente publication est autorisée à la condition expresse de citer la source ainsi : « Observatoire de la création d'entreprise. La création d'entreprise en Corse, chiffres de février 2025. Bpifrance Création, mars 2025 ».

Contact : [utilisez le formulaire de contact sur le site de Bpifrance Création.](#)